

unité départementale d'Ille et Vilaine
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 29 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



AFC

38 rue de Vannes
35600 REDON

Code AIOT : 0005501485

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2022 dans l'établissement AFC implanté 38 rue de Vannes BP 70332 35603 REDON. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Règlement REACH impose la déclaration des substances nanos et des produits en contenant à différents niveaux. Les fabricants et importateurs de ces substances/produits auraient du modifier leurs dossiers d'enregistrement et modifier les FDS associées. En outre, la base de déclaration R-Nano n'est toujours pas bien renseignée (défaut de déclaration ou déclarations erronées). L'ECHA a constaté que peu de dossiers d'enregistrement ont été modifiés. L'exploitation de la base R-Nanos laisse à penser que certains sites n'ont pas fait la déclaration attendue.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFC
- 38 rue de Vannes BP 70332 35603 REDON
- Code AIOT : 0005501485
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

AFC a enregistré auprès de l'ECHA un mélange contenant de l'oxyde de zinc. Ce mélange est vendu à plus de 100 tonnes par an à un client français. L'exploitant n'a pas pu justifier à l'inspection si l'oxyde de zinc était à l'état nanoparticulaire dans son mélange. Cette substance est utilisée à l'état nanoparticulaire chez d'autres fournisseurs en Europe. L'objectif de l'inspection est de vérifier la conformité d'AFC pour son dossier d'enregistrement et de la base R-Nano. Un prélèvement a été effectué par l'inspection afin de vérifier le caractère nanoforme de la substance visée et le respect des FDS actuelles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- REACH/FDS et nanos

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Sans attendre les résultats d'analyse, l'exploitant doit apporter sous 90 jours les éléments à l'inspection sur le point de contrôle suivant:

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------|--|--|
| 11 | Scénarios d'exposition | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | L'exploitant doit justifier à l'inspection si un rapport sur la sécurité chimique a été produit ou non. Si tel est le cas, il devra modifier la FDS en l'indiquant et en ajoutant des scénarii d'exposition comme le prévoit le règlement n°1907/2006. |

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives si les résultats démontrent que l'oxyde de zinc du mélange prélevé est sous forme nanoparticulaire et si l'exploitant n'a pas apporté les éléments de justification à l'inspection sous 120 jours:

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|---|
| 2 | Mise à jour du dossier d'enregistrement | Règlement européen du 03/12/2018, article 10 | L'exploitant devra mettre son dossier d'enregistrement en conformité au Règlement (UE) n° 2018/1881 |
| 13 | Mise à jour de la FDS avec la nanoforme | Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II | L'exploitant devra justifier de la mise à jour de la FDS |
| 15 | Déclaration sur le registre national R-Nano | Article L.523-1 du code de l'environnement | L'exploitant devra justifier de la déclaration sur le registre national R-Nano |
| 16 | Transmission du numéro de déclaration | Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 3.II | L'exploitant devra transmettre son numéro de déclaration |
| 17 | Statut du déclarant | Article R.523-12 du code de l'environnement | L'exploitant devra justifier son statut de déclarant au registre national R-Nano |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Enregistrement de la substance (REACH) | Règlement européen du 18/12/2006, article 10 | Sans objet |
| 3 | Adéquation tonnage déclaré / tonnages réels | Règlement européen du 18/12/2006, article 6 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 4 | Prise en compte des usages des clients | Règlement européen du 18/12/2006 | Sans objet |
| 5 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 6 | Transmission de la FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 7 | Numéro enregistrement dans la FDS (F/I) | Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II | Sans objet |
| 8 | Classification de la substance | Règlement européen du 16/12/2008, article 4 | Sans objet |
| 9 | Conformité de la FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 10 | FDS dans les langues officielles | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 12 | Mise à jour de la FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article 31 | Sans objet |
| 14 | Notification au titre de CLP (P/I) | Règlement européen du 16/12/2008, article Article 40 | Sans objet |
| 18 | Visite sur site (Mesures de gestion du risque) | Règlement européen du 18/12/2006, article 10 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas pu justifier que l'oxyde de zinc contenu dans le mélange prélevé n'est pas sous nanoforme.

Selon les résultats d'analyse à venir, il devra peut-être se mettre en conformité avec le règlement REACH et avec le code de l'environnement pour ce qui relève de la déclaration R-Nano.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Enregistrement de la substance (REACH)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 10 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH_articles 6 et suivants_ article 10 La substance a-t-elle été enregistrée (enregistrement « classique », selon article 10) ? |
| Constats : L'exploitant a reçu un récépissé de l'enregistrement du mélange contenant la substance Oxyde de zinc en 2013. Cette substance est aspirée par les dépoussiéurs de fusion avec d'autres métaux. Le mélange est stocké dans des big-bag en attendant d'être vendu comme matière première à un site en France. Il adhère à un consortium dédié à l'oxyde de zinc. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°2 : Mise à jour du dossier d'enregistrement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 03/12/2018, article 10 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Enregistrement REACH |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Règlement (UE) n° 2018/1881 de la Commission du 3 décembre 2018 modifiant les annexes I, III, VI, VIII, IX, X, XI et XII du règlement REACH aux fins notamment de couvrir les nanoformes des substances. Ce règlement, applicable depuis le 1er janvier 2020, exige la fourniture d'informations supplémentaires dans les dossiers d'enregistrement des substances présentant des nanoformes. |
| Constats : L'exploitant n'a pas pu confirmer la taille des molécules d'oxyde de zinc contenues dans le mélange. L'inspection a effectué un prélèvement en présence de l'exploitant. Un procès-verbal de prélèvement a été dressé conformément aux articles L.521.14 et R521-2 à R.521-10 du code de l'environnement. Dans l'attente des résultats d'analyse sur le caractère nano ou non de l'oxyde de zinc, l'inspection ne peut pas se prononcer sur la conformité du dossier d'enregistrement actuel. |
| Observations : Si les résultats d'analyse indiquent que l'oxyde de zinc est sous forme nano, alors l'exploitant devra mettre son dossier d'enregistrement en conformité au Règlement (UE) n° 2018/1881 de la Commission du 3 décembre 2018 modifiant les annexes I, III, VI, VIII, IX, X, XI et XII du règlement REACH. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°3 : Adéquation tonnage déclaré / tonnages réels

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 6 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_article 6 (Obligation générale d'enregistrement de substances telles qu'elles ou contenues dans des préparations) « 1. Sauf disposition contraire du présent règlement, tout fabricant ou importateur d'une substance, telle qu'elle ou contenue dans un ou plusieurs mélange(s), en quantités de 1 tonne ou plus par an soumet une demande d'enregistrement à l'Agence. » |
| Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection les quantités du mélange contenant de l'oxyde de zinc : 116t en 2020, 122 t en 2021 et 78t en 2022 à la date d'inspection. Ces quantités sont en adéquation avec la quantité inscrite dans le dossier d'enregistrement : 230t/an avec un médian à 101t/an. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°4 : Prise en compte des usages des clients

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : A titre d'information, est-ce que l'établissement s'est assuré que les usages de ses clients étaient couverts par le dossier d'enregistrement, la fiche de données de sécurité (FDS), et le cas échéant les scénarios d'exposition (SE), au moment de l'élaboration de son dossier d'enregistrement. A titre d'information, est-ce que l'établissement s'est organisé pour prendre en compte un nouvel usage que lui remonterait un client dans son dossier d'enregistrement ? |
| Constats : L'exploitant n'a qu'un client. Il a adapté les big-bag et leur stockage à la demande de son client. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°5 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 » (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). » |
| Constats : L'exploitant a élaboré une FDS du mélange qu'il a transmise à son client (dernière mise à jour : 19/02/2020). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°6 : Transmission de la FDS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 » (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité) « Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). » |
| Constats : L'exploitant n'a qu'un client à qui il a bien transmis la FDS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°7 : Numéro enregistrement dans la FDS (F/I)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH (Guide d'élaboration des fiches de données de sécurité) « 1.1. Identification de la substance ou de la préparation La dénomination utilisée pour l'identification doit être identique à celle figurant sur l'étiquette, telle que précisée à l'annexe VI de la directive 67/548/CEE. Pour les substances soumises à enregistrement, la dénomination doit être conforme à celle fournie pour l'enregistrement et le numéro d'enregistrement attribué au titre de l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement doit également être indiqué. » |
| Constats : Le numéro d'enregistrement n'apparaît pas à la sous-rubrique 3.2 (pour une « FDS mélange »). |
| Observations : Lors de la prochaine mise à jour de la FDS, l'exploitant devra indiquer le numéro d'enregistrement du mélange sur la FDS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°8 : Classification de la substance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen 16/12/2008, article 4 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1272/2008 (CLP) – Article 4, paragraphes 1 et 3 (Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage)</p> <p>L'émetteur de la FDS a-t-il attribué une classe de danger et des mentions de danger à la substance, en tenant compte des classifications harmonisées publiées ? Y a-t-il des symboles de danger (pictogrammes selon CLP) et des phrases de risques (mentions de dangers selon CLP) indiquées sur la FDS ?</p> |
| <p>Constats : L'exploitant a attribué une classe de danger et des mentions de danger au mélange en tenant compte de la classification harmonisée. Il y a des symboles de danger et des phrases de risques sur la FDS correspondant.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°9 : Conformité de la FDS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006, article 31, paragraphe 1 et 6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La FDS est-elle au format de l'annexe II révisée ?</p> |
| <p>Constats : La FDS est au format de l'annexe II révisée du Règlement (CE) n° 1907/2006. Elle est donc conforme.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°10 : FDS dans les langues officielles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006, article 31, paragraphe 5 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La FDS (ainsi que son éventuelle annexe) est-elle disponible dans les langues officielles des Etats membres où se situent les clients destinataires de la substance ? L'exploitant peut-il prouver qu'il a transmis cette dernière version à ses clients ?</p> |
| <p>Constats : La FDS est en français. Elle est adaptée à l'unique client de l'exploitant.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°11 : Scénarios d'exposition

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006, article 31, paragraphe 5 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>Si la substance a été enregistrée par l'établissement visité, dans le cas où la substance qui a fait l'objet d'un dossier d'enregistrement est fabriquée ou importée à plus de 10 tonnes par an, vérifier si les scénarios d'exposition (SE) du rapport sur la sécurité chimique sont annexés à la FDS (FDS étendues) ? Ces scénarios sont-ils rédigés dans la langue de l'Etat dans lequel se trouve le destinataire ?</p> |
| <p>Constats : Le mélange est fabriqué à plus de 10t/an. La FDS n'indique pas qu'un rapport sur la sécurité chimique a été réalisé. Il n'y a pas de scénario d'exposition en annexe de la FDS.</p> |
| <p>Observations : L'exploitant doit justifier à l'inspection si un rapport sur la sécurité chimique a été produit ou non. Si tel est le cas, il devra modifier la FDS en l'indiquant et en ajoutant des scénarii d'exposition comme le prévoit le règlement n°1907/2006.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°12 : Mise à jour de la FDS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1907/2006 REACH, article 31, paragraphe 9 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>Dans le cas où la FDS a été mise à jour pour tenir compte de nouvelles informations de nature à affecter les mesures de gestion des risques ou les dangers ou relative à l'octroi/au refus d'une autorisation ou à l'existence d'une restriction, la nouvelle version doit être transmise à tous les destinataires antérieurs à qui la substance/le mélange a été livré(e) au cours des 12 derniers mois.</p> |
| Constats : La dernière mise à jour date de 2020. C'est celle qui a été transmise au client. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°13 : Mise à jour de la FDS avec la nanoforme

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Fiche de données de sécurité (FDS) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Annexe II du règlement n°1907/2006 REACH modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données sécurité (FDS). Les révisions introduites par le règlement n° 2020/878 visent à prendre en compte les exigences relatives à l'annexe VIII du règlement CLP (règlement UE n° 1272/2008) et la prise en compte des nouvelles exigences relatives aux nanoformes fixées par le règlement (UE) n° 2018/1881. Le règlement n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021, il prévoit également à l'article 2 que les fiches de données de sécurité non conformes à l'annexe de ce règlement peuvent continuer d'être fournies jusqu'au 31 décembre 2022 (ceci, sans préjudice des obligations de mise à jour des FDS conformément à l'article 31 (Paragraphe 9) du règlement REACH) Les nouvelles exigences de ce règlement prévoient que la FDS mentionne, dans chaque rubrique pertinente, si elle concerne des nanoformes en précisant lesquelles, et précise les informations portant sur la sécurité relatives à chacune des nanoformes.) , les FDS établies conformément au règlement n° (UE) 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.</p> <p>Dans le cas où la FDS a été mise à jour pour tenir compte de nouvelles informations de nature à affecter les mesures de gestion des risques ou les dangers ou relative à l'octroi/au refus d'une autorisation ou à l'existence d'une restriction, la nouvelle version doit être transmise à tous les destinataires antérieurs à qui la substance/le mélange a été livré(e) au cours des 12 dernier mois.</p> |
| Constats : Cette prescription n'a pas pu être vérifiée. |
| Observations : Si l'analyse du prélèvement démontre que l'oxyde de zinc du mélange prélevé est une nanoforme, l'exploitant devra justifier à l'inspection de la mise à jour de la FDS selon les nouvelles exigences fixées par le règlement n°2020/878. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°14 : Notification au titre de CLP (P/I)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article Article 40 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Notification au titre du règlement CLP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Règlement (CE) n° 1272/2008 (CLP) – Article 40 (Obligation d'informer l'Agence) La notification requise en matière de classification et d'étiquetage (C&L) a-t-elle été soumise à l'inventaire auprès de l'ECHA? Préciser le numéro de notification.</p> |
| Constats : Prescription non vérifiée car la notification ne s'applique pas si celle-ci a déjà été transmise à l'Agence dans le cadre d'un enregistrement au titre du règlement REAC |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°15 : Déclaration sur le registre national R-Nano

| |
|---|
| Référence réglementaire : Article L.523-1 du code de l'environnement |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Article L.523-1 du code de l'environnement – Obligation de déclaration des substances à l'état nanoparticulaire applicable aux personnes qui fabriquent, importent ou distribuent des substances à l'état nanoparticulaire sur le territoire national</p> <p>Liste des substances déclarées pour l'année précédente. La déclaration doit être réalisée en ligne (www.r-nano.fr) avant le 1er mai.</p> |
| Constats : Cette prescription n'a pas pu être vérifiée. |
| Observations : Si l'analyse du prélèvement démontre que l'oxyde de zinc du mélange prélevé est une nanoforme, l'exploitant devra justifier la régularisation de sa situation en procédant à la déclaration sur le registre R-Nano dans un délai le plus court possible (le système de déclaration R-Nano permet d'enregistrer des déclarations après la date réglementaire du 1er mai). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°16 : Transmission du numéro de déclaration

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 3.II |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'arrêté du 6 août 2012 relatif au contenu et aux conditions de présentation de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire, pris en application des articles R. 523-12 et R. 523-13 du code de l'environnement prévoit que le producteur transmette le numéro de déclaration à l'ensemble de ces clients.</p> <p>« Article 3 [...] II. - Lorsque le déclarant cède à titre onéreux ou gratuit une substance à l'état nanoparticulaire, en l'état ou contenue dans un mélange sans y être liée, ou un matériau destiné à rejeter une telle substance dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation à un utilisateur professionnel ou à un distributeur, il lui transmet le numéro de déclaration correspondant. »</p> |
| Constats : Cette prescription n'a pas pu être vérifiée. |
| Observations : Si l'analyse du prélèvement démontre que l'oxyde de zinc du mélange prélevé est une nanoforme, l'exploitant devra transmettre au plus tôt son numéro de déclaration (idéalement avant le 31 mars pour les producteurs et importateurs) pour faciliter la démarche de déclaration des utilisateurs qui attendent ce numéro pour déclarer à leur tour. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°17 : Statut du déclarant

| |
|--|
| Référence réglementaire : Article R.523-12 du code de l'environnement |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Déclaration annuelle (R-Nano) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Article R. 523-12 du code de l'environnement / Cf définition des termes « fabricant », « importateur », « distributeur », « utilisateur professionnel »</p> <p>Le formulaire de déclaration dans R-Nano prévoit plusieurs statuts du déclarant pour une substance donnée, une entreprise peut relever d'un ou de plusieurs statuts : Fabricant, Importateur, Distributeur seul, Distributeur et utilisateur, Distributeur et reconditionneur. L'industriel devra décrire son activité et ainsi justifier de son statut.</p> |
| Constats : Cette prescription n'a pas pu être vérifiée. |
| Observations : Si l'analyse du prélèvement démontre que l'oxyde de zinc du mélange prélevé est une nanoforme, l'exploitant devra transmettre les éléments relatifs à sa déclaration conformément à l'article R.523-12 du code de l'environnement. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N°18 : Visite sur site (Mesures de gestion du risque)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 10 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de gestion et FDS |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Les utilisations identifiées dans la FDS ainsi que les mesures de gestion risques préconisées pour la substance dans la FDS sont-elles celles mises en œuvre sur le site au moment du stockage et de la manipulation de la substance dans le cadre de la formulation du mélange?</p> <p>b) Dans le cas du stockage et de la manipulation d'une substance à l'état nanoparticulaire : Mise en œuvre des recommandations du guide du MTE sur les meilleures techniques à envisager pour la mise en œuvre des substances à l'état nanoparticulaire Le guide est disponible sur le site du Ministère de la Transition écologique : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Meilleures%20techniques%20%C3%A0%20envisager%20pour%20la%20mise%20en%20oeuvre%20des%20nanos%20-%20version%20finale.pdf Est ce que l'exploitant a connaissance et met en œuvre les recommandations du guide ? Rappel de certains éléments du guide : Principes généraux de mise en œuvre des nanomatériaux 1. Information au sein de l'établissement. 2. Entretenir les équipements et les locaux (Les techniques de nettoyage ; Les matériels ; ...). 3. Limiter les émissions dans l'air (Principes généraux et Confinement) 4. Limiter les émissions dans l'eau 5. Prévention des risques accidentels</p> |
| Constats : Les mesures de gestion des risques préconisées dans la FDS du mélange sont mises en place sur le site. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |